



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

UNIVERSITE DE DSCHANG

Scholae Thesaurus Dschangensis Ibi Cordum



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

UNIVERSITY OF DSCHANG

Scholae Thesaurus Dschangensis Ibi Cordum



UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG
Centre for Research in Economics
and Management (CREA)



Workshop en économie du développement

APPEL À COMMUNICATION

Université de Dschang - Cameroun, 29 et 30 Janvier 2018

« *Pertinence des politiques publiques de développement dans les pays d'Afrique subsaharienne* »

Axes du projet :

Les travaux et réflexions des économistes ont évolué ces dernières années à propos du rôle et de l'impact du capital public en matière de croissance et de développement. Les nombreux débats sur la thématique de la croissance qui lutte (ou pas) contre les pauvretés et qui inclut (ou pas) les acteurs individuels, s'inscrivent dans une tendance plus générale où il est question également de la pertinence des politiques publiques, notamment dans les pays en développement. Généraliser l'accès à l'école primaire, multiplier les dispensaires de santé, désenclaver les villages les plus reculés, développer les infrastructures de communication, commencer à établir une protection sociale... sont nécessaires à la croissance économique et les dépenses publiques peuvent y contribuer. Dans son dernier ouvrage A. Sen ne cesse dans une série de chroniques de rappeler cet impératif, en particulier « Ce qui devrait nous empêcher de dormir » (*L'Inde pays des garçons rois*, 2016, Paris, O. Jacob).

Les économistes traitent déjà, depuis plusieurs siècles, du rôle et du périmètre des pouvoirs publics, mais les expériences menées dans les pays en développement nous autorisent à s'interroger sur les conditions nécessaires et indispensables pour que les politiques publiques produisent les effets escomptés. Ainsi, des questions majeures se posent :

- 1/ Quelles sont les politiques publiques prioritaires pour des pays confrontés à de fortes contraintes budgétaires, notamment au regard du poids du secteur informel et de recettes fiscales limitées ?
- 2/ Quelle est la population ciblée ?
- 3/ Quelle est l'offre de service public ?

4/ Quel mode de financement choisir ?

5/ Comment disposer dans les pays en développement de ressources humaines, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, en quantité et en qualité aptes à relever les défis du développement humain ?

6/ Quel est *ex post* le mode d'évaluation de la politique publique (indicateurs du taux de croissance équivalent à la pauvreté monétaire, de la courbe d'incidence de la croissance en termes non monétaires) ?

7/ Comment les politiques publiques peuvent-elles accroître la confiance des acteurs privés de manière à participer volontairement au relèvement des investissements ?

Les enjeux et défis sont majeurs. Du côté des enjeux, il faut démontrer que les politiques publiques sont indispensables à la croissance économique, outre le fait qu'elles permettent un meilleur développement humain et qu'elles favorisent l'inclusion du plus grand nombre. Ces enjeux sont indispensables pour maintenir la croissance sur le long terme et contribuer à la construction des sociétés émergentes. Du côté des défis, les questions de financement sont cruciales. En Afrique subsaharienne, la mobilisation des ressources internes devrait jouer un rôle fondamental pour le financement de ces politiques publiques et la nécessité de cet effort est ainsi rappelée lors de chaque conférence internationale. L'indicateur de ressources fiscales par rapport au PIB se situe aux alentours de 15% en Afrique subsaharienne pour une moyenne mondiale de 27% et de 40% pour les pays de l'OCDE. Pour compenser la baisse des recettes douanières, des réformes fiscales visant à la consolidation des systèmes de TVA ont été engagées, ainsi que des questions sur la taxation de l'informel, des ressources extractives et d'autres sources inexploitées. Une fois les ressources fiscales acquises, leur utilisation dans la transparence et avec efficacité constitue un autre défi, qui a des conséquences également sur la mobilisation des ressources.

Il va de soi que les préoccupations soulevées sont pertinentes pour l'Afrique subsaharienne, d'autant plus que sa population va doubler d'ici 2050. L'Agence française de développement (AFD), dans son cadre d'intervention régionale 2014-2016, estime que cette population évaluée à 910 millions en 2012, atteindra 1,9 milliard en 2050 (AFD, 2014). L'AFD souligne alors que : « *Cette exceptionnelle dynamique démographique devrait constituer la clé de voûte des politiques publiques des États africains. Il n'y aura de croissance durable et inclusive que si la jeunesse africaine est suffisamment armée pour y contribuer* ».

Les chantiers sont immenses. Si des réflexions approfondies fondées sur la théorie économique et des expériences pays, sous-régionales et régionales ne sont pas menées, de graves crises économiques et un recul substantiel de la qualité de la vie ne nous surprendront pas.

Nous invitons à soumettre de préférence des articles complets, même s'il s'agit d'une première version, ou éventuellement un résumé d'au moins deux pages comprenant méthode, bibliographie, mots clés, à partir d'approches économiques ou d'autres sciences sociales (dont sciences politiques et sociologie). Les critères de sélection seront rigoureux au regard de la solidité méthodologique, de l'apport précis de l'article au regard de la littérature existante, et de l'adéquation avec les thèmes suivants :

1/ Politiques publiques sectorielles : éducation, pauvreté, santé, genre, sécurité.

2/ Politiques publiques et emploi (notamment des jeunes).

3/ Dimensions territoriales des politiques publiques (zones rurales, urbaines, activités artisanales, touristiques, etc.).

4/ Modalités de financement des politiques publiques (mobilisation des ressources fiscales internes, choix des instruments fiscaux, sources fiscales inexploitées).

5/ Perspectives des politiques publiques à l'horizon 2030.

Les propositions de contributions (articles complets ne dépassant pas 50 000 signes (espaces inclus), en fichier PDF), doivent être envoyées aux trois adresses suivantes : **mignamissid@yahoo.fr ; ongo.nkoa@ubuea.cm et jean-brot@orange.fr**

Le texte peut être écrit en français ou en anglais. La page de garde de la proposition comportera : Nom, prénom, statut, institution, adresse postale, email, téléphone.

Calendrier :

- **1^{er} juin 2017 : date limite de réception des propositions de contributions.**
- 1^{er} juillet 2017 : décisions quant à la sélection des contributions par le Comité scientifique.
- 15 novembre 2017 : date limite d'inscription et d'envoi des communications.
- 29-30 janvier 2018 : Atelier à Dschang.

Valorisation :

À l'issue du workshop, les papiers les plus novateurs seront sélectionnés et soumis à un processus de referee en vue d'une publication dans une revue académique (sont pressenties les revues *Mondes en Développement* et *Région et Développement*) et/ou dans un ouvrage collectif.

Comité scientifique :

Philippe Adair (Université Paris Est-Créteil), Désiré Avom (Université de Dschang), Bruno Bekolo Ebe (Université de Douala), Valérie Bérenger (LEAD, Université de Toulon), Luisito Bertinelli (Université du Luxembourg), Arnaud Bourgain (Université du Luxembourg), Jean-Noël Ferrié (CNRS-PACTE, LIA, Université internationale de Rabat), Hubert Gérardin (BETA, Université de Lorraine), Francis Kern (BETA, Université de Strasbourg), Fabienne Leloup (Université catholique de Louvain, Mons), Nadine Machikou Ngameni (Université de Yaoundé II-Soa), Claire Mainguy (BETA, Université de Strasbourg), Jean-Claude Vérez (LEAD, Université de Toulon), Roger Antoine Pepin Tsafack Nanfosso (Université de Dschang), Skerdilajda Zana (Université du Luxembourg).

Comité d'organisation :

Désiré Avom (Université de Dschang), Arnaud Bourgain (Université du Luxembourg), Jean Brot (ATM), Dieudonné Mignamissi (Université de Yaoundé II-Soa), Ngameni Pasky (Université de Dschang), Emmanuel Ongo Nkoa (Université de Buea), Luc Nembot Ndeffo (Université de Dschang), Paul Ningaye (Université de Dschang), Jean-Claude Vérez (LEAD, Université de Toulon).

Site web: <http://www.mondesendveloppement.eu/>

Frais d'inscription :

Les frais, fixés à 100 euros, couvrent toutes les dépenses sur place. Reste à la charge des participants leur déplacement jusque Douala. Le transport entre Douala et Dschang sera assuré par les organisateurs.